

37 LICENCIEMENTS. Clinique des Aubépines : c'est fini !

Même si des consultations perdurent sur le site, la clinique des Aubépines appartient désormais au passé. Ses anciennes activités sont désormais exercées ailleurs et 37 salariés ont été licenciés.

En novembre dernier, nous avons révélé dans ces colonnes que la clinique des Aubépines, à Saint-Aubin-sur-Scie, était menacée de disparition suite à des décisions de suspensions d'agrèments par l'ARS, l'Agence régionale de santé. Mais la mobilisation du personnel et de la direction de l'établissement de santé dieppois n'a finalement pas suffi.

Liquidation judiciaire

Celle des politiques locaux ne fut pas davantage entendue, tables rondes et promesses hâtives de reprise potentielle du personnel de la clinique par l'hôpital de Dieppe restant sans lendemain.

La clinique des Aubépines n'est plus, suite à son récent passage devant le tribunal de commerce. La sentence est tombée : la structure a été déclarée en liquidation judiciaire. À la barre du tribunal, il a été acté la cession des agrèments liés aux activités de cancérologie et de chirurgie gynécologique de la



La mobilisation du personnel n'a pas suffi. La clinique des Aubépines ferme ses portes. (©ardhives)

clinique des Aubépines à la clinique Mégival.

Devenue une sorte de coquille vide, la clinique des Aubépines accueille encore des patientes mais uniquement pour des consultations effectuées par le

D'Joël Le Long et ses confrères.

Pour ce qui touche aux hospitalisations, elles n'ont plus lieu aux Aubépines. Elles ont été délocalisées à la clinique Mégival, sur Rouen ou au centre hospitalier de Dieppe.

37 salariés sur le carreau

Propriété du groupe Vivalto, la clinique Mégival a repris seulement six salariés afin d'accompagner son accroissement d'activités liées aux agrèments de cancérologie et de chirurgie gynécologique qui viennent d'être récupérés. Ce sont donc bien 37 salariés qui se retrouvent sur le carreau puisqu'ils ont reçu

un courrier leur signifiant leur licenciement économique. Dans un bassin dieppois qui demeure sinistré, tous ne retrouveront pas un emploi.

Quant au propriétaire de la clinique des Aubépines Joël Le Long, il a également beaucoup perdu dans cette aventure et pas seulement sur le plan financier. Aujourd'hui, il pense surtout à ses désormais anciens salariés : « nous vivons un drame humain ». Tout comme il pense aux « patientes privées d'une offre de santé qui donnait entière satisfaction et était appréciée sur le territoire ».

Christophe Quesne

Une résidence seniors de luxe en projet



Joël Le Long a reçu une proposition d'achat des murs de la clinique.

Joël Le Long a reçu une proposition pour l'achat des murs de la clinique des Aubépines mais aussi de la piscine qui en fait partie intégrante.

Si le projet va à son terme, la clinique va devenir une résidence seniors de luxe. L'investisseur veut en faire un endroit

passible pour des personnes âgées en quête d'un cadre de vie tranquille.

Le temps que les recours soient purgés, que la cession s'opère et que les travaux soient réalisés, il faudra attendre plus d'un an pour que cette résidence voit le jour.

In'Form menacée

Une partie de l'activité In'Form by Vert Marine (remise en forme) avait lieu à la piscine de la clinique des Aubépines et ne pourra pas continuer à terme. La directrice Julie Buron et ses salariés se retrouvent donc, eux aussi, avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

Bientôt un centre mère et enfant

Désireux de rebondir et rester au service des patientes dieppois et de leurs jeunes enfants, Joël Le Long s'installera d'ici un mois à quelques mètres de la clinique des Aubépines, dans la même rue : « Nous allons créer un centre mère et enfant dans lequel on trouvera deux pédiatres et trois gynécologues. » Le centre en question devrait être finalisé pour la mi-mars.

BREXIT. Les douaniers dieppois dans l'inconnu

Il y a encore quelques mois, le scénario d'un Brexit sans accord avec l'Union européenne était une chimère à laquelle personne n'osait penser. Pourtant, à un peu plus d'un mois de la date fatidique du 1^{er} avril, les douaniers dieppois affichent leur inquiétude. Lundi 11 février, le syndicat CGT de Dieppe organisait une réunion avec les représentants syndicaux des douanes et de Ports de Normandie (ancien-nement Syndicat Mixte du Port de Dieppe) afin d'émettre leurs revendications.

Une hausse du travail pour les douaniers

Si la situation devait en rester là, l'Angleterre redeviendrait un pays tiers au 1^{er} avril prochain. Ce nouveau statut va engendrer un nombre important de modification aux frontières comme le rétablissement des contrôles



Lundi 11 février, la CGT organisait une réunion avec les douaniers pour parler du Brexit à venir.

vétérinaires ou bien la remise en place d'une détaxe pour les voyageurs. Des conséquences qui vont entraîner une hausse du travail pour les douaniers.

À Dieppe, les inquiétudes sont

grandes face à ce que les représentants syndicaux présentent comme une forme d'apathie du gouvernement avec dans la ligne de mire de la contestation, la non-réouverture d'un bureau de

des douanes dans la cité aux quatre ports. « Tout le monde a conscience qu'il va y avoir une hausse du travail mais pourtant, il n'y a aucune volonté de rouvrir le bureau de

douane de Dieppe » regrette Manuela Dona, secrétaire générale du syndicat de douane CGT. « Il va y avoir sept emplois supplémentaires mais ce sera sur le bureau de Rouen » précise Sébastien Coulibeuf, agent des douanes et secrétaire régional CGT. « Les nouveaux agents devront faire le trajet tous les jours vers Dieppe. » Avec le Brexit, les douaniers dieppois auront également comme nouvelle mission de collecter les droits et les taxes sur les marchandises comme les engins de chantier.

Quarante jours pour y voir clair

Des missions dévolues non pas aux agents en uniforme mais à ceux qui travaillent dans les bureaux. « Ils représentent 50 % des effectifs des douanes et font un travail im-

portant puisque les douanes collectent quand même 15 % des revenus de l'État » ajoute la secrétaire générale du syndicat de douane CGT.

C'est ce type d'agents qui devrait arriver en renfort à Rouen et se déplacer à Dieppe, mais cela ne sera pas suffisant selon les représentants syndicaux. « Il faut noter que les emplois supplémentaires promis sont toujours sous-évalués. Ce sont des chiffres qui sont décidés comme ça dans les bureaux loin du terrain » poursuit Manuel Dola. « On aurait aimé pouvoir participer aux discussions, pouvoir porter la voix de tous ceux qui vont être directement touchés par le Brexit » conclut Mathias Dupuis, secrétaire général de la CGT de Dieppe. Il reste à peine 40 jours pour clarifier la situation.

ABdC